

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Méda

Prénoms : Dominique

Institution ou entreprise : Université Paris Dauphine-PSL

Axe(s) :

- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Penser le Monde d'Après

Résumé de votre contribution :

La pandémie de Covid-19 doit être comprise non pas comme une catastrophe naturelle dont il faudrait juste éviter qu'elle ne se reproduise, mais comme un coup de semonce exigeant une bifurcation radicale.

Il nous faut réussir le tour de force de transformer la situation en prélude à la reconversion écologique de nos sociétés

Dominique Méda

Chronique. Le 15 mars 1944, en pleine seconde guerre mondiale, [le Conseil national de la Résistance \(CNR\) publiait un court document de quelques pages – son programme – qui présentait à la fois « un plan d'action immédiate »](#) et « les mesures destinées à instaurer, dès la libération du territoire, un ordre social plus juste ». La même année, [William Beveridge, l'auteur du célèbre rapport qui avait dessiné dès 1942 les contours du Welfare State](#) (« Etat-providence »), précisait dans une autre publication majeure toute teintée de keynésianisme, [Full Employment in a Free Society](#), l'ensemble des politiques économiques et industrielles à mettre en œuvre dès la sortie de la guerre pour organiser le monde d'après sur des principes en rupture radicale avec ceux qui avaient conduit au désastre. Le 10 mai 1944, la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, réunie à Philadelphie (Pennsylvanie), adoptait à l'unanimité une [déclaration qui établissait les fondements du consensus de Philadelphie](#).

Dans la plupart des pays occidentaux, la reconstruction s'est opérée en prenant appui sur ces principes, formulés au cœur même de la crise par ceux qui avaient compris que les leçons devaient être tirées au plus tôt non seulement pour raviver l'espérance et mobiliser les énergies mais aussi pour éviter que la coalition des intérêts particuliers ne fasse obstacle aux transformations nécessaires. C'est bien dès aujourd'hui qu'il nous faut engager la bataille pour éviter le retour du « *business as usual* », et pour que l'événement que nous sommes en train de vivre soit compris non pas comme une catastrophe naturelle dont il faudrait juste savoir éviter le retour – par exemple en érigeant partout des murs et des frontières –, mais comme un coup de semonce exigeant une bifurcation radicale.

Les dégâts de la croissance

L'irruption du virus a révélé au grand jour les dysfonctionnements majeurs de nos sociétés, et tout à la fois, leur immense fragilité et la folle confiance dans le génie humain qui leur a fait outrepasser toutes les limites. Juste avant le déploiement de la crise sanitaire, la prise de conscience de l'ampleur de la crise écologique et des dégâts de la croissance avait progressé au point que l'on pouvait espérer que nos sociétés finiraient par s'engager dans la voie de la transition écologique. Le paradoxe est qu'aujourd'hui, la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre que nous cherchions à obtenir est temporairement atteinte en raison de l'arrêt de la production et de la consommation dans une grande partie du monde.

Cette transition que nous aurions dû organiser sur une ou deux décennies vient de nous être imposée avec une brutalité inouïe : le risque est grand de ce fait qu'au lieu de jouer un rôle d'alerte, cette situation n'incite les gouvernements à pousser comme jamais les feux du productivisme et du consumérisme pour panser les plaies des citoyens et faire repartir

l'économie comme avant. Le risque est réel de voir se développer dès la sortie du confinement, du côté des gouvernements, des relances « brunes » massives, et du côté des consommateurs, des pulsions d'achats consolatrices qui contribueront toutes à augmenter la crise écologique dont les conséquences seront pires encore que ce que nous vivons aujourd'hui. Le risque est quasi avéré de voir les [légitimes appels à la post-croissance](#) ou à la décroissance balayés d'un revers de main alors que des baisses du PIB massives sont annoncées.

Il nous faut donc réussir le tour de force de transformer la situation présente en prélude à la reconversion écologique de nos sociétés et être capables de penser et d'organiser celle-ci en quelques semaines. L'immense chance que nous avons est que les leçons à tirer de la crise sanitaire convergent totalement avec les conditions de mises en œuvre de ce processus : le rôle éminent de l'Etat, de sa fonction d'anticipation et de planification ; la nécessité absolue de relocaliser une partie de nos productions et de réindustrialiser notre pays, « quoi qu'il en coûte », en développant des filières de réparation, de recyclage, de fabrication de biens et services durables permettant de rendre les territoires les plus autosuffisants possible ; l'obligation de rompre avec la division internationale du travail actuelle et le pouvoir exorbitant des multinationales ; l'exigence de réduire considérablement l'éventail des salaires et la béance existant entre [la hiérarchie des rémunérations d'une part, et celle de l'utilité sociale, d'autre part](#) ; la nécessité de démocratiser nos entreprises... Nous avons besoin d'un programme équivalent à celui du CNR dessinant les voies que devra suivre notre pays pour organiser une Reconstruction qui soit dans le même temps une Reconversion.

Tous ceux qui ont profité [des recommandations toxiques du Consensus de Washington et de Paris](#) et qui ont tout à perdre d'une reconversion propice à la réduction des inégalités et d'une généralisation de la sobriété s'opposeront sans doute de toutes leurs forces à un tel processus. Mais il est vraisemblable que les classes moyennes et populaires auraient tout à gagner d'un projet qui devrait créer de nombreux emplois notamment dans l'agriculture et l'industrie, mettre au premier plan les métiers essentiels permettant la satisfaction des besoins sociaux et créant de la valeur pour la société plutôt que pour l'actionnaire et promouvoir de nouvelles formes d'organisation du travail.

Comme en 1944, la conception d'un tel programme ne peut revenir qu'à une large coalition d'acteurs représentatifs de toute la société – parmi lesquels les syndicats, les ONG et les partis politiques – délibérant en assemblée plénière : elle seule saura résister aux forces qui ne manqueront pas de s'opposer résolument à un tel projet.

[Dominique Méda\(Professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine\)](#)